



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Ligne nouvelle Paris-Normandie

Question au Gouvernement n° 1253

Texte de la question

LIGNE NOUVELLE PARIS-NORMANDIE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Jean-Paul Lecoq.

**M. Jean-Paul Lecoq** . Le 14 janvier, le délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine a convié à Matignon les élus normands et franciliens afin de nous parler du projet de nouvelle ligne ferroviaire Paris-Normandie. Je m'y suis rendu pour savoir ce que l'État allait faire pour débloquer un projet d'intérêt général et national, fortement attendu par des milliers de Normands et de Franciliens qui se désespèrent de constater qu'il faut plus de temps pour se rendre du Havre à Paris au XXI<sup>e</sup> siècle qu'au XX<sup>e</sup>.

**M. Éric Coquerel** . Il a raison !

**M. Jean-Paul Lecoq** . Il est aussi attendu par les acteurs du port du Havre, principale place portuaire et industrielle du pays. La ligne actuelle est calamiteuse et sa fiabilité horaire incertaine malgré l'engagement exemplaire des cheminots – qui plus est, vous comptez encore augmenter les tarifs.

Avec les effets d'annonce, en matière de développement du ferroviaire, d'Emmanuel Macron et de son premier ministre de l'époque – ainsi que de ceux qui lui ont succédé –, nous espérions que ce projet, mis sur les rails en 2009, passe enfin le turbo. C'est raté : les freins s'accumulent.

**M. Sylvain Berrios** . Ce n'est pas comme ça que vous gagnerez Le Havre !

**M. Jean-Paul Lecoq** . Pourtant, l'État ne dit rien d'autre que « la nécessité de refonder le projet sur des bases pragmatiques » avant de relancer un cycle de dialogue territorial. Ce que nous, au Havre, comprenons, c'est : Cause toujours ! Car c'est bien un retour à la case départ.

Quinze ans après le lancement d'un projet annoncé pour 2030, on ne propose toujours aucune perspective aux usagers. Tout ce que vous dites aux familles, aux étudiants, aux travailleurs et aux entreprises qui ont besoin d'une liaison Le Havre-Paris, c'est : Prenez votre voiture ! Après tout, maintenant, ça va plus vite !

Or toute la vallée de la Seine a besoin de ce projet. L'État a-t-il abandonné son engagement pour la Normandie et son économie ? Nous, Normands, avons pourtant toujours mis en avant l'intérêt national. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe LFI-NFP. – Mmes Florence Herouin-Léautéy et Dominique Voynet applaudissent également.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre des transports.

**M. Philippe Tabarot, ministre des transports** . J'ai déjà eu l'occasion de le rappeler à plusieurs reprises et sans ambiguïté devant la représentation nationale : la ligne nouvelle Paris-Normandie demeure plus que jamais un

projet d'intérêt national majeur.

C'est d'ailleurs ce que je vous ai dit lors de ma visite au Havre le 3 juillet. Vous le savez, objectivement, les choses ont avancé dans le bon sens, en matière tant de méthode que de gouvernance.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, le projet était à l'arrêt – les régions concernées ne se parlaient même plus. Sous l'impulsion du premier ministre, qui suit ce dossier avec une attention particulière – comme tous les autres d'ailleurs (*Sourires*) –, du gouvernement et du délégué interministériel, le projet LNPN avance.

Esprit d'ouverture, écoute et transparence de l'information : telles sont les fondations du nouveau départ du projet, qui permettront de garantir sa concrétisation au bénéfice des Normands comme des Franciliens.

Le 9 janvier, j'ai présidé le comité de pilotage. Par ailleurs, et vous l'avez rappelé, le préfet Serge Castel a organisé, à ma demande et pour la deuxième fois, une réunion avec les parlementaires concernés afin de mieux les associer. Sachant que cela n'avait jamais été fait auparavant, je suis quelque peu surpris par votre question.

**M. Sylvain Berrios** . Il est en campagne !

**M. Philippe Tabarot**, *ministre* . Je tiens à le réaffirmer : le temps de la refondation était nécessaire. Il a permis de tenir compte des enjeux et de répondre aux besoins. L'objectif, arrêté et validé par tous les acteurs et cofinanceurs du projet lors du dernier comité de pilotage, est bien de lancer une enquête publique en 2029, avec une déclaration d'utilité publique qui interviendrait dans la foulée.

Je ne peux que vous inviter, comme vos collègues mobilisés pour la réussite du projet, à mettre réellement toute votre énergie au service de cette dynamique déjà engagée, sans polémiquer – ce que ne font pas, notamment, les élus de Vernon et du Havre. (*M. Sylvain Berrios applaudit.*)

**M. Philippe Brun** . Et de Louviers !

**M. Sylvain Berrios** . Excellent, monsieur le ministre !

## Données clés

**Auteur** : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

**Circonscription** : Seine-Maritime (8<sup>e</sup> circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1253

**Rubrique** : Transports ferroviaires

**Ministère interrogé** : Transports

**Ministère attributaire** : Transports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 4 février 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 février 2026